

FEMMES, PRODUCTION ET CRISE ALIMENTAIRE  
EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA :  
LES ORIGINES DE LA FAIBLE PRODUCTIVITÉ  
DES FEMMES

Marie-Angélique SAVANE

1. POSITION DU PROBLEME

L'Afrique au Sud du Sahara traverse depuis les années 70, une crise économique et sociale très grave. La croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) qui atteignait 3,6 % de 1970 à 1980, s'est ralentie depuis lors et on estime que le revenu par tête d'habitant est inférieur de 4 % au niveau atteint en 1970 (Banque Mondiale - 1984). Dans le même temps, le taux de croissance démographique, actuellement de 3 % n'a cessé de s'élever, alors que la production agricole par habitant ne cesse de diminuer et que les importations alimentaires augmentent.

Selon la FAO (1983), la production vivrière a diminué en valeur absolue parmi quatre des plus grands producteurs de sorgho, quatre des plus grands producteurs de riz et six des plus grands producteurs de maïs. Dans certains des pays les plus touchés, la production vivrière a diminué de plus de 20 % entre le début des années 1970 et 1982. En 1982, les importations céréalières atteignaient 9,25 millions de tonnes, ce qui signifie que le cinquième des habitants de cette région (en fait, l'ensemble de la population urbaine) consomme des produits vivriers importés (riz et blé surtout).

La sécheresse, qui s'est abattue dans nombre de pays africains ces dernières années, n'est pas à l'origine des famines actuelles. Elle n'a fait qu'accélérer le processus de détérioration, entamé dès avant les indépendances nationales. En effet, l'orientation de base des politiques coloniales (SURET CANALE - 1964 ; COQUERY et al. - 1974), avait été une exploitation forcenée, au moindre coût et sans grands investis-

sements, des ressources agricoles et minières. Les politiques économiques nationales sous l'incitation des bailleurs de fonds n'ont fait que prolonger cette orientation. Cela s'est traduit par le laisser-aller dans la préservation de la fertilité des sols (extension des pâturages, réduction des jachères, intensification des cultures de rente...) et le faible développement de la recherche agricole, incapable d'apporter aux producteurs l'appui technique dont ils avaient besoin. Dans ce contexte, les ménages ruraux, selon leur degré et forme d'intégration à l'économie de marché, ont élaboré des stratégies de survie (1) qui leur permettent de pallier les difficultés d'accès à la terre, de satisfaire leur besoin en liquidités pour leur consommation alimentaire, les impôts, les frais de santé et de scolarité, les obligations sociales, etc...

La division du travail basée sur le sexe et l'âge est une des stratégies élaborées par les ménages ruraux. Elle crée des déséquilibres et des distorsions internes en ce qui concerne la distribution des forces de travail au sein de la production.

Ainsi le développement de la production pour l'exportation a provoqué une nouvelle répartition sexuelle des tâches dans l'agriculture, selon les écosystèmes, les besoins du marché mondial en matières premières et/ou en main-d'oeuvre bon marché (SAVANE - 1981). La production vivrière a été totalement ou en partie placée sous la responsabilité des femmes, alors que les hommes s'adonnaient aux cultures d'exportation ou émigraient. On pourrait donc dire que la nouvelle division sexuelle du travail au sein des ménages ruraux, tout en correspondant à la nécessité de comprimer les frais de fonctionnement et de la reproduction du système extraverti, constitue d'un autre côté, un élément fondamental de la dépendance alimentaire croissante de l'Afrique. Car les ressources humaines, physiques, technologiques et de gestion sont souvent transférées et investies dans les secteurs d'exportation, à domination masculine, alors que le secteur alimentaire interne, où les femmes jouent un rôle capital, est délaissé dans des conditions d'arriération technologique, d'insuffisance de l'investissement et de la sur-

---

(1) Voir pour plus de précisions, les travaux effectués par le BIT, pour la commission consultative du développement rural. 10<sup>e</sup> session. Genève, 22 novembre-1<sup>er</sup> décembre 1983 en particulier. *Marchés de l'emploi rural et politiques de l'emploi : problèmes relatifs à l'utilisation de la main-d'oeuvre, à la rémunération et à la situation des femmes.*

exploitation de la force de travail féminine qui s'offre à bon marché ou même gratuitement. Cette surexploitation est rendue possible à cause de la subordination des femmes au système patriarcal qui justifie et donne une légitimité à leur situation. Ainsi posé, la question de la sécurité alimentaire prend une dimension nouvelle : elle fait appel à des agents de développement dont on a jusqu'ici dévalorisé le travail, elle exige de redéfinir les systèmes d'attribution des terres, de restructurer les interventions de l'encadrement technique, de repenser l'accès au crédit, etc...

Car l'objectif de l'autosuffisance alimentaire en Afrique est non seulement sujet à une volonté politique d'indépendance (Institut d'Etudes Sociales - 1981) mais il répond aussi à un besoin de justice sociale. Les stratégies alimentaires à préconiser doivent contribuer à accroître la production vivrière, à améliorer la consommation des denrées et à éliminer la faim. Les femmes sont essentielles pour atteindre ces trois objectifs. Et les études menées ces dernières années par des chercheurs des institutions, en Afrique et dans le monde, l'ont démontré (FAO - 1979). Dans cette brève communication, nous montrons le rôle et l'importance des femmes dans la production des aliments. Puis ce que pourrait être leur participation dans des systèmes alimentaires nationaux *de transition* vers l'autosuffisance alimentaire.

## 2. LES FEMMES DANS LA PRODUCTION, LA TRANSFORMATION ET LA COMMERCIALISATION DES ALIMENTS

En Afrique les paysannes représentent selon les pays de 70 à 90 % de la population féminine. Elles effectuent 60 à 80 % du travail agricole et fournissent jusqu'à 44 % des prestations nécessaires à l'alimentation familiale (CEAA/CARFF - 1975). La participation des femmes à la production agricole, n'est pas statique, elle va changer selon les éco-systèmes, les types de cultures et la division sexuelle du travail qui s'en suit et surtout selon les politiques économiques des états.

Ainsi il est possible schématiquement de dégager deux grandes zones selon les vivriers cultivés et consommés : l'Afrique des céréales et l'Afrique des tubercules. Les femmes ont aussi l'entière responsabilité de la transformation des produits en denrées comestibles. Ce travail fait dans des conditions artisanales est long et épuisant. La commercialisation des vivriers est dans beaucoup de cas aussi le fait des femmes dans les marchés villageois et urbains.

## 2.1. Les femmes dans la production des vivriers

### a/ L'Afrique des céréales, des savanes d'Ouest en Est

Dans l'économie agricole céréalière, le partage entre temps de travail et temps libre est délimité par la succession dans l'année, d'une saison productive correspondant à la saison des pluies, et d'une saison morte qui est en fait la saison sèche. L'introduction et le développement à grande échelle des produits agricoles pour l'exportation a provoqué des changements importants dans la division sexuelle du travail. La nécessité d'associer dans la même période, les cultures d'exportation et les cultures vivrières, a augmenté le volume de travail et exigé une main-d'oeuvre plus importante en l'absence de technologies avancées. Ainsi, il a été fait de plus en plus appel à la main-d'oeuvre féminine pour s'acquitter d'un certain nombre de tâches (semis, sarclage, désherbage, récolte et transport) dans la production céréalière, mais aussi dans la culture du coton ou de l'arachide. Ces travaux accomplis dans les champs des chefs d'exploitation, représentaient la participation des femmes à la production des céréales nécessaires à l'alimentation familiale dont les hommes avaient la responsabilité. Par contre les femmes devaient cultiver sur les jardins de case ou les parcelles qui leur étaient allouées, les condiments nécessaires à la préparation des sauces accompagnant les céréales transformées en couscous ou en pâtes.

Dans les zones où les migrations masculines sont massives à cause de la pauvreté des sols et de la difficulté d'évacuer les produits due à leur position géographique (zones difficiles d'accès), ce qui rendaient les coûts des produits exorbitants, les femmes, demeurées sur le terroir, vont représenter la principale force de travail et avoir la responsabilité de la production céréalière tout en cultivant des condiments et de l'arachide.

Dans le premier cas, il apparaît que les femmes disposent de plus de temps, dans la mesure où leur participation aux travaux des champs des chefs d'exploitation n'excède jamais 50 % de leur temps de travail. Alors elles peuvent, dans les parcelles dont elles ont l'usufruit s'adonner à des spéculations rapportant des revenus.

On peut aussi faire un deuxième constat : dans les zones où l'arachide est la principale culture d'exportation, le temps de travail des femmes sur les champs des chefs d'exploitation excède rarement 50 %.

Aussi, les femmes peuvent-elles dans les champs dont elles ont l'usufruit, s'adonner à des spéculations telle l'arachide ou les cultures maraîchères. En effet, l'encadrement technique pour l'arachide, assez souple, permet une plus grande flexibilité dans l'allocation de la force de travail. Par contre dans les zones cotonnières, où l'encadrement est serré et rigide dans l'application des techniques, et où les superficies à mettre en valeur sont importantes, la présence des femmes à tous les stades de la production est importante. Les femmes n'ont donc aucune possibilité de cultiver dans leurs parcelles du coton. Le peu de temps qui leur reste, elles le consacrent à la culture de condiments et autres légumes, et au petit élevage. Ainsi leurs revenus sont faibles voire parfois inexistantes et leur dépendance économique vis-à-vis du mari très grande. En outre, le développement du coton se fait parallèlement à la baisse des productions de mil et sorgho, au profit du maïs et du riz dont l'assolement avec le coton est plus aisé.

Par contre dans les zones de grandes migrations masculines, les femmes sont les seules productrices. Elles ont la charge de la production vivrière (céréales, légumes et condiments). Elles ont peu accès aux cultures de rente, elles tirent leurs revenus de la vente des surplus vivriers, de l'argent envoyé par l'époux ou d'activités non agricoles (artisanat, vente de boissons alcoolisées ou prostitution...).

#### b/ L'Afrique des tubercules, des forêts équatoriales

L'alternance entre les périodes productives et improductives est assez rapprochée dans ces pays où il existe deux saisons des pluies.

On y retrouve alors, la co-existence de deux types d'agriculture nettement différenciés par leurs produits, leur destination et surtout par les personnes qui les contrôlent.

Les hommes s'adonnent à l'agriculture commerciale de plantations (café, cacao, palmier à huile, noix de cola, etc...). Les femmes, par contre ont la responsabilité de la production vivrière (riz pluvial, manioc, bananes plantains, tarots, maïs) et du ramassage des produits végétaux (graines de palmiers à huile, avocats, etc...) des plantes et des fruits. Elles produisent aussi les condiments nécessaires à la préparation des sauces. Ceci ne les empêche pas d'accomplir un certain nombre de tâches dans les plantations surtout pendant les récoltes.

Dans ces zones la place des femmes en tant que pourvoyeuses de l'alimentation familiale est centrale. Elles n'ont pas accès aux cultures de plantations.

Car dans les systèmes de production café/cacao par exemple, les cultures vivrières interviennent comme élément du système technique de production, sans en constituer l'élément moteur, ce rôle étant dévolu à la culture de rente. On peut donc parler de dualisme du système de production : la culture de rente appartenant aux hommes, se surajoutant aux cultures vivrières contrôlées par les femmes (Institut d'Etudes Sociales - 1981). Pendant longtemps les femmes ont pu bénéficier de toutes les améliorations techniques qui se faisaient dans les plantations où vivriers et café/cacao étaient confondus.

Cependant, l'association des cultures de rente et de certains vivriers n'était pas toujours compatible avec le temps de travail des femmes. Ainsi, au Ghana, lorsque les hommes ont délaissé la production d'igname pour le cacao, les femmes ont dû se résigner à remplacer cette tubercule exigeante en travail, par le manioc moins nutritif mais plus facile à cultiver (FAO - 1979). A l'heure actuelle, avec la déforestation, le manque de terres, les femmes voient baisser la possibilité de produire suffisamment d'aliments dans les plantations pour l'auto-consommation et pour la vente. Une grande partie des déficits urbains en vivrier est dû à la basse productivité de ce secteur.

## 2.2. Les femmes, dans la transformation et la commercialisation des vivriers

Après les récoltes les femmes transforment les céréales et tubercules pour les rendre comestibles. Les céréales sont écrasées, séchées et réduites en farine avant d'être cuisinées. Il en est de même des tubercules ou des feuilles dont la préparation est longue et fastidieuse. Car cela nécessite des heures de pilage, de vannage, de tamisage et de cuisson. Certains légumes sont séchés et conservés, alors que les produits de cueillette sont transformés (beurre de karité - soubala, etc...). Dans les zones côtières, les femmes transforment l'ensemble des produits de la mer (poissons salés, séchés ou fumés). Et dans les peuples nomades, elles tirent du lait, des produits dérivés (beurre, lait caillé, etc...).

Ce travail est indispensable à l'alimentation familiale et il est accompli quotidiennement avec des moyens rudimentaires.

Les femmes jouent aussi un grand rôle dans la nutrition familiale. Ce sont elles qui déterminent les menus et préparent les différents plats. Avec l'allaitement maternel, elles assurent l'alimentation principale des bébés jusqu'au sevrage.

Ce sont les femmes qui commercialisent aussi les produits bruts ou transformés dans les marchés locaux où elles vendent les excédents des récoltes de céréales ou de tubercules, ainsi que les produits de cueillette. C'est par ce moyen qu'elles acquièrent des revenus supplémentaires qui sont d'un apport fondamental même dans l'équilibre budgétaire. Ces descriptions générales montrent l'importance du rôle que les femmes jouent dans la production vivrière en Afrique. Il est évident que les chutes constatées ces dernières années dans la production vivrière sont dues en grande partie à la très basse productivité des femmes. L'absence d'encadrement technique, le bas niveau des technologies, sont autant de facteurs qui pénalisent les rendements des femmes et les rendent vulnérables aux aléas climatiques.

En effet, les femmes peuvent à peine tirer des sols les quantités suffisantes à l'auto-consommation familiale. De plus en plus, les ménages paysans doivent acheter sur le marché le complément de céréales ou de tubercules nécessaire à la survie de l'ensemble des membres des ménages. Dans ce contexte, les femmes sont celles qui vont intensifier leurs activités rémunératrices agricoles et non agricoles ou en chercher des nouvelles pour compléter les besoins alimentaires familiaux.

Ainsi, les stratégies paysannes à l'heure actuelle pour tenter de combler le déficit vivrier, font appel largement à l'initiative des femmes. Il apparaît donc important de planifier les femmes, en tant que ressources humaines, dans les différentes politiques économiques en vue de l'auto-suffisance alimentaire.

### 2.3. Quelles perspectives pour les femmes dans les politiques d'auto-subsistance ?

Le Plan d'Action de Lagos, signé par les chefs d'états africains en avril 1980 définit l'auto-suffisance alimentaire comme une des priorités pour un développement endogène et auto-entretenu du continent. Dans ce contexte, il est dévolu un rôle essentiel aux cultures vivrières

(céréales, tubercules, oléagineux...) pour assurer la sécurité alimentaire au niveau familial, local et national. Ces nouvelles politiques à appliquer devront nécessairement *identifier* et *reconnaître* les femmes comme producteurs à part entière, ce qui à ce jour n'a pas encore été fait. Si ce principe est admis, il est évident que son application exige un certain nombre de préalables en faveur des femmes.

1/ l'accès à la terre, au crédit, aux technologies modernes, aux intrants agricoles et aux institutions (BUKH - 1978). Ce point est d'importance, car on ne peut changer la situation sans toucher au problème du système foncier (traditionnel ou moderne) qui exclut les femmes de ce type de propriété. Le problème n'est pas aisé, car il s'agit d'un bouleversement total et il s'agira d'aller à l'encontre de principes et de pratiques anciens. D'où la nécessité d'une volonté politique sans faille. La pression démographique sur les terres sera aussi un obstacle.

2/ l'amélioration du statut des femmes. Des mesures incitant à repenser la place des femmes dans la société devront aussi être prises. La formation technique par le biais de l'alphabétisation fonctionnelle, l'incitation à la scolarisation des filles en milieu rural, l'allègement des travaux domestiques, l'accès aux services de planning familial, le renforcement de la participation féminine. Les lois et les coutumes qui régissent les relations sociales en milieu rural devront être aussi repensées et reformulées.

Toutes ces mesures seront applicables dans le long terme, car elles seront la résultante d'un long processus de transformations socio-économiques.

Cependant, il est possible dès à présent de réorganiser et de systématiser les structures existantes pour assurer la transition vers la sécurité alimentaire.

#### - Augmentation de la productivité de l'agriculture féminine

Les services techniques ont là un rôle déterminant à jouer en étendant leur encadrement aux femmes. Dans certaines zones l'accès des femmes aux spéculations peut renforcer leur dynamisme. L'augmentation des prix des produits vivriers peut aussi inciter les femmes à améliorer leurs rendements, même si la concurrence masculine risque de devenir critique. L'information en matière de possibilités de crédit pour les



femmes est nécessaire afin qu'elles puissent acheter des facteurs de production et des intrants.

La spécialisation régionale des activités de production est à favoriser.

- Amélioration des conditions de transformation des produits

Il y a là un effort à faire pour changer les moyens de transformation des produits. Des technologies améliorées existent déjà, il suffit de les mettre à la portée des femmes. Céréales, huile de palme, poissons et crustacés, lait et dérivés, légumes et condiments peuvent être transformés par le biais de petites unités industrielles que les femmes collectivement ou individuellement peuvent monter pour baisser les coûts de production.

- Restructurer la commercialisation

Les femmes ont des problèmes de mobilité ; ce qui restreint leurs capacités à vendre loin de leur lieu d'habitation et les soumet au dik-tat des intermédiaires masculins et parfois féminins, tous des villes. Aussi, il importe de mettre sur pied des structures qui favorisent la commercialisation : fixation des prix, lieu de vente, centres de stockage, etc...

En outre, l'incitation à la spéculation régionale des produits favorise la production mais aussi les échanges et évite la surproduction à certains moments et une compétition inutile.

- Organiser des structures sociales collectives

La participation des femmes à ces différents niveaux dépend en grande partie de leurs aptitudes à pouvoir se libérer de la contrainte des tâches domestiques. Aussi, au niveau collectif, le développement des soins de santé primaire, des garderies d'enfants, des technologies villageoises simples et bon marché (pour le pilage des céréales - la conservation et la transformation des denrées - la recherche de l'eau et du bois, etc...) sont autant de services à créer ou à organiser pour permettre aux femmes de s'adonner à d'autres activités de production, de transformation ou de commercialisation.

## EN CONCLUSION

Nous avons montré que le déficit vivrier en Afrique est dû en partie à la basse productivité des femmes qui forment l'essentiel de la force de travail dans ce secteur. Les politiques actuelles sous-estiment ou ignorent complètement ce fait. Or, pour atteindre la sécurité alimentaire il est impératif d'organiser et de structurer ce qui existe déjà en attendant de reformuler la place des hommes et des femmes dans une nouvelle politique économique dont l'auto-suffisance alimentaire est une des grandes priorités.

Les femmes occupent déjà l'espace de la production, de la transformation et de la commercialisation des denrées alimentaires. Il suffit de rationaliser cet espace pour déjà assurer une disponibilité de produits sur le marché, étant entendu que l'autosubsistance est réalisée dans le même temps. Mais, il faut que les femmes puissent s'exprimer au sein des forces économiques et politiques dans leurs pays.

## REFERENCES

- Banque Mondiale (1984). *Un Programme d'Action concertée pour le Développement Stable de l'Afrique au Sud du Sahara*. Washington DC.
- BUKH, J. (1978). *The village Woman in Ghana*. Centre for Development Research Copenhagen.
- COQUERY-VIDROVITCH, C., MONIOT, H. (1974). *L'Afrique Noire de 1800 à nos jours*. PUF. Paris.
- F.A.O. (1979). *Women in Food Production, Food Handling and Nutrition*. Rome.
- Voir les enseignements pertinents tirés du séminaire organisé en mai 1982 à Abidjan par le Centre Ivoirien de Recherche Economique et Sociale (CIRES) sur *Les cultures vivrières : Elément stratégique du développement agricole ivoirien*, Université d'Abidjan. En effet, le rapport final souligne dans ses conclusions un constat essentiel qui ne s'est révélé qu'au cours des débats : le rôle prépondérant des femmes dans le système vivrier traditionnel.
- (1983). *Rapport sur l'Alimentation Mondiale*. Rome.
- Institut d'Etudes Sociales (1981). *Le Plan d'Action de Lagos*. BIT, Genève. Le Plan d'Action de Lagos a défini ces objectifs comme prioritaires.

SAVANE, M.A. (1981). "L'Emploi des femmes dans une perspective de changements socio-économiques : le cas de l'Afrique". Dossiers, FIPAD Nyon.

SURET CANALE, J. (1964). *L'Afrique Noire : l'Ere Coloniale*. Editions Sociales Paris.

## RÉSUMÉ

Les famines actuelles ont pour origine la perpétuation de la politique coloniale agro-alimentaire peu soucieuse d'apporter aux producteurs ruraux l'appui dont ils ont besoin en termes techniques. Les stratégies de survie se sont donc élaborées sur la base de la division sexuelle du travail. L'auteur insiste sur le rôle des femmes dans la production des céréales et des tubercules en Afrique pour déboucher sur la nécessité de les inclure dans les programmes de modernisation agricole en vue d'obtenir une meilleure productivité de leur travail.

## ABSTRACT

Present-day famines originate in the persistence of colonialistic agro-food policies which do not provide farm producers with the technical support they need. Consequently survival strategies have developed on the basis of the sexual division of labour. The author emphasizes the role of women in cereal and tuber production in Africa, and concludes that it is necessary to include them in farm modernization programmes in order to increase their productivity.